



dossier  
lignes d'attac  
#126

## L'Afrique, entre néocolonialisme et extractivisme

Le discours récurrent des gouvernements français, voulant instaurer une coopération et encourageant la démocratie, est régulièrement démenti par leurs actes. Après la mort d'Idriss Déby, au lieu de condamner le coup d'État au Tchad, la France le valide. Le sommet Afrique-France, prévu à Montpellier en octobre, dont l'objet est la « refondation des relations entre la France et l'Afrique », ne doit pas tromper. L'esprit néocolonial est toujours là ; à preuve, le projet de loi « développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales », au-delà de la rhétorique utilisée, ne fait qu'accroître la dépendance des pays concernés, à travers notamment les mécanismes de « coopération » préconisés et une aide publique au développement (APD), qui fait le lit des grandes entreprises étrangères.

### AVIS

vous pouvez commander des exemplaires de ce dossier par lots de 25 exemplaires en envoyant un courriel à [materiel-militant@attac.org](mailto:materiel-militant@attac.org) (seuls les frais de port seront à votre charge)

### Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne  
est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.  
Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

Attac France  
21 ter rue Voltaire  
75011 Paris  
01 56 06 43 60  
[attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)

juillet 2021

## Pillage au sud, gaspillage au nord

Et si le frein au dérèglement climatique et à la destruction de la biodiversité venait des pays exploités ? Les politiques des banques et des gouvernements du Nord sont destinées à favoriser la mainmise sur les ressources naturelles nécessaires à sa « croissance » (verte ou pas) et à l'enrichissement de ses multinationales et de leurs actionnaires. Ce « tapis rouge » déroulé aux multinationales d'extraction et à celles rachetant les services publics est un pillage, pérennisé par le maintien au pouvoir de dirigeants complices et par la dette, qui favorise le gaspillage des ressources et donc le ravage de la planète. L'Afrique est victime de ce pillage qui détruit ses sols et spolie ses populations.

### FMI et Banque mondiale, bras financiers du gaspillage et de la dette

Les pays d'Afrique offrent l'accès à leurs matières premières quasiment sans taxes ni cotisations sociales grâce aux accords de libre-échange (ou plutôt « accords de pauvreté économique », selon les militants locaux !), aux zones franches qu'on les oblige à installer au profit des multinationales délocalisées mais aussi aux « plans d'ajustement structurel » et autres « programmes d'assistance » du Fonds monétaire international (FMI) qui adaptent les législations aux besoins des pilleurs. Ainsi, en Guinée<sup>1</sup>, l'exploitation des terres riches en bauxite a pu être démultipliée, sans « ruissellement » pour le pays, à part celui des poussières dans les rivières et les sols, rendant l'eau impropre et les terres agricoles improductives. Bauxite transformée – ailleurs bien sûr – en aluminium, dont à Gardanne, près de Marseille, où le scandale des boues rouges n'est pas encore résolu.

Ces pays, manoeuvrés par la Banque mondiale, consacrent ensuite les maigres revenus de leurs ressources à des barrages ou des routes utiles aux entreprises étrangères selon un processus bien rôdé. L'État africain contracte le prêt nécessaire au projet auprès d'une banque privée via les banques « de développement » puis Eiffage ou Bouygues fait le chantier, souvent aujourd'hui en sous-traitant à des entreprises chinoises la gestion de la main d'œuvre locale pour éviter d'assumer les conditions de travail, les accidents ou les rémunérations. Ensuite, Bolloré vient tirer profit du terminal de porte-conteneurs ou de la voie ferrée transportant minerais ou produits agricoles, comme l'huile de palme au Cameroun. Selon une procédure similaire, Total parvient à se faire garantir par l'État français, via une filiale de l'Agence française de développement (AFD), un prêt pour exploiter le gaz du Mozambique.



Mine de coltan en R.D. Congo © MONUSCO/Sylvain Liechti

*« Nous avons refusé les prêts de la Banque mondiale pour alimenter des projets que nous n'avons pas choisis. (...) Nous avons réduit les salaires, "assaini" l'économie. Or, [avec le] FMI, il faut fournir toujours de nouveaux gages. Ce qu'il cherche va bien au-delà d'un contrôle de gestion, ce dont il s'agit n'est autre chose qu'un contrôle politique. »*

– Thomas Sankara<sup>2</sup>

Ces pays offrent enfin leur main d'œuvre sans contrôle des conditions de travail puisque l'État, sur injonction du FMI, a réduit le nombre de ses fonctionnaires et a confié ses services publics à des partenariats public-privé. Partenariats contre le public et pour le privé, qui, selon la Cour des comptes européenne, ne sont pas « une option économiquement viable pour la fourniture d'infrastructures publiques » ; mais pour l'Afrique, pas de problème ! Une fois les services publics vendus, finis les contrôles, les visites sur sites... les multinationales sont libres de polluer et d'exploiter les populations. La corruption assure le reste des passe-droits.

*« Nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide. Mais en général la politique d'aide n'aboutit qu'à nous désorganiser, à nous asservir et à nous déresponsabiliser. La dette est une reconquête savamment organisée de l'Afrique. Si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas, soyons-en sûrs; mais, si nous payons, c'est nous qui allons mourir, soyons-en sûrs aussi. »* – Thomas Sankara

### Les banques publiques sèment, les profiteurs privés récoltent, les jeunes fuient...

Aucune économie locale ne peut survivre à l'importation massive de produits à bas prix, fruit de la délocalisation sauvage, en Afrique comme ailleurs. Les gouvernants africains, obéissant aux financiers, n'optent pas pour la transforma-



tion sur place de la production donc dégâts environnementaux et misère s'accroissent et le va-et-vient infernal des porte-conteneurs, provoqué par l'éparpillement des lieux de production, ravage les océans, et les droits humains régressent partout. Pourtant, comme le prouve le chocolat Keka Wongan, fabriqué et vendu au Cameroun, projet entre un lycée de Nantes et la coopérative d'Ebolowa, l'esclavage des ouvrier-es et le travail des enfants peuvent cesser si la transformation locale remplace l'exportation brute. Ce mode économique n'a rien d'un rêve et crée immédiatement des emplois stables, nombreux et correctement payés, pour tou-ttes celles et ceux qui n'ont aucune envie de quitter leur terre natale mais plutôt de la protéger.

Sinon, quel autre choix pour la jeunesse africaine que l'émigration ? Et l'émigration clandestine puisque l'émigration légale a été quasiment stoppée. Exceptés les enfants des ministres complices et quelques miraculés, quel jeune Africain-e obtient aujourd'hui le droit d'aller visiter l'Europe ou y étudier pendant que les étudiant-es européens parcourent le monde ? Tout comme en France, certains Africain-es rêvent de voyages, d'autres, non. Mais contrairement à la France, en Afrique, l'exil est souvent l'unique source d'espoir.

*« Notre développement passe d'abord par la création d'une industrie agro-alimentaire capable d'absorber et de conserver les produits agricoles. A quelle vitesse ? A la nôtre. Nous préférons de petites unités à mi-chemin entre l'industrie et l'artisanat. Nous préférons les "teufs-teufs" aux machines électroniques. »* – Thomas Sankara

### Démocratie et indépendance, dernière chance

Si les pays africains sortaient de la domination – comme l'avaient fait, après les « indépendances », la R.D. Congo, le

Congo Brazzaville ou le Burkina Faso avec P. Lumumba, M. Nguabi ou T. Sankara, tous assassinés après des réformes populaires – et fixaient le prix de leurs matières premières, ils feraient un cadeau à toute la planète.

Si les matières premières rares (pour certains minerais, une tonne de terre pour un gramme de minerai) valaient leur prix environnemental et humain, un prix d'or, les équipements numériques seraient-ils produits dans les mêmes quantités et non recyclés avec la même légèreté ? Il faut avoir vu les creuseurs plonger pendant douze heures pour trois euros par jour à trente mètres sous terre, dans des galeries de souris sans oxygène qui s'effondrent et tuent, et remonter avec le coltan de nos portables<sup>3</sup>... Les minerais peuvent être réutilisés ou recyclés ; mais, avec la domination, l'extraction coûte moins cher ! Alors, on gaspille, on extrait à nouveau, en déforestant, en polluant les rivières, en produisant du CO2 et en contraignant à l'esclavage des ouvriers aux abois... pour la croissance des multinationales !

*« Il faut proclamer qu'il ne peut y avoir de salut pour nos peuples que si nous tournons radicalement le dos à tous les modèles qu'[on a] essayé de nous vendre 20 années durant. Il ne saurait y avoir pour nous de (...) développement en dehors de cette rupture. »*

– Thomas Sankara

### Des pistes pour agir

Mobilisons-nous contre les accords de libre-échange imposés à ces pays, contre le soutien aux dirigeants illégitimes et corrompus qui maintiennent le continent dans ces politiques, pour l'abolition de cette éternelle dette illégitime, déjà remboursée, et bien inférieure à celle, écologique et humaine, que les pays riches doivent à ceux du Sud. Soutenons ces militant-es qui combattent à mains nues les parodies d'élections, les passe-droits, le commerce inéquitable. Aidons à la transformation locale, à la consommation équitable.

Aidons à fermer le robinet africain de matières premières pour qu'une révolution écologique et sociale des économies africaines et européennes s'impose enfin. Au Sud comme au Nord, nous avons la même chose à y gagner : une vie meilleure sur une planète préservée.

### Isabelle Marcos Likouka

<sup>1</sup> Voir la série « Sur les routes, avec Sally en Guinée » sur la chaîne Youtube Les Haut-Parleurs.

<sup>2</sup> Voir la page « Thomas Sankara, 20 ans après » sur le site du CADTM : [cadtm.org/Thomas-Sankara-20-ans-apres](http://cadtm.org/Thomas-Sankara-20-ans-apres)

<sup>3</sup> Voir l'émission « Cash investigation – Les secrets inavouables de nos téléphones portables » (2015), disponible sur Youtube.

## La parole aux Attac d'Afrique

**Faire vivre une association militante sur ce continent-là est un défi. Sans aides sociales ni emplois stables, chacun est dépendant de petits boulots ou d'embouches dans le privé que l'activisme peut compromettre. Pour les étudiant-es : certains enseignants sont aussi ministres, donc tout puissants. Le militantisme coûte cher, dans les deux sens du terme. Et les militant-es assument aussi des engagements pour la survie de leurs communautés, leurs villages d'origine. Les Attac sont souvent aussi des groupes CADTM, les luttes locales combinant les revendications de ces deux associations.**

### Attac-Togo

Alo Lemou, membre d'Attac-Togo, association créée en 2002

*Attac-Togo, c'est une dizaine de jeunes actifs et une cinquantaine de membres. La violence de la répression (harcèlements, menaces, lavage de cerveau) démobilise ; le manque de financement aussi. Se déplacer aux réunions, contribuer aux factures, aux photocopies, pèse sur nos maigres revenus.*

*Attac-Togo travaille sur le climat et l'environnement, exerce une veille citoyenne sur l'extraction minière, assure des formations sociales et politiques auprès de jeunes, parle de dette et de microcrédits... Attac Allemagne nous aide à recréer notre site internet, perdu faute de paiement. Avoir un local pour éviter de louer des salles, un vidéoprojecteur, un appareil photo pour nos enquêtes, un abonnement internet, pouvoir se déplacer dans la dizaine de clubs Attac créés dans des lycées, voilà nos manques. Mais nous avons organisé avec grand succès plusieurs Forum sociaux des scolaires et universitaires, et récemment, le Festival des Solidarités.*

*La Banque mondiale enchaîne les rapports d'excellence sur le Togo, ce bon réformateur, un pays où le fils du président deviendra président et le fils de paysan demeurera paysan. Quand j'entends le FMI, l'Union européenne, la France vanter le Togo, je me demande si je vis dans le même pays, et pourquoi mes amis cherchent à le quitter. Il n'y a pas de sentiment hostile contre le peuple français, ni contre les Européens, mais contre les politiques des dirigeants et des entrepreneurs français et européens.*

*La société civile africaine et la société civile européenne doivent renforcer leurs liens. Vous n'aurez pas les bonnes informations dans les médias traditionnels, ni la vérité de la bouche de vos dirigeants. Seul le peuple africain à la base peut vous renseigner sur les fourberies de nos dirigeants dont vous et nous sommes victimes. Coopérons, comme nos dirigeants coopèrent entre eux. Quand les peuples se parlent, il ne peut y avoir d'inimitié. Attaquons les mauvaises politiques sur les deux fronts !*

### N.A.D. République démocratique du Congo

Victor Nzuzi, fondateur des N.A.D. République démocratique du Congo, association affiliée à Attac et au CADTM, créée en 2001

*Pour réaliser nos émissions, il faut payer une heure de téléphone ou un voyage en ville. Plaidoyer et lobbying auprès des autorités obligent à se déplacer : déposer les documents, en faire le suivi nécessite des moyens conséquents, tout comme la recherche d'informations fiables pour n'être pas mis en cause. Photocopies et internet coûtent cher. Conférences dans des villages accessibles seulement en moto ou à pieds, manque d'outils audiovisuels et de matériel générateur d'électricité sont notre quotidien.*

*Notre petite organisation est engagée sur des matières « sensibles ». Parler de l'entreprise belge Orgaman, présente depuis la colonie dans l'extraction minière, le café, l'élevage et l'immobilier, qui a accaparé nos terres, c'est s'attaquer à une grande entreprise, donc aux autorités qui la protègent : c'est s'exposer aux arrestations. D'où l'intérêt de tisser des alliances au niveau national et international. Dénoncer la libéralisation du secteur agricole est une attaque contre le gouvernement, la Banque mondiale, le FMI, l'UE, les Etats-Unis, la Chine...*

*Perenco, entreprise franco-anglaise de pétrole, barre la route aux pêcheurs et pollue les côtes. Le FMI a imposé la privatisation bradée de l'entreprise minière étatique. La guerre en zones minières fait régner la terreur pour piller coltan, or, cobalt, cassitérite, et ce malgré la présence de 16 300 soldats de l'ONU. Idem pour la grande forêt équatoriale avec des milliers d'autochtones déplacés. Les barrages, qui continuent d'endetter le pays, fournissent de l'électricité aux entreprises minières mais les populations vivant sous les lignes à haute tension restent dans le noir. Le chemin d'une véritable indépendance est encore long.*

*Notre combat est sur tous les fronts. La lutte contre l'accaparement de nos terres en est le premier ; les tracasseries administratives, policiers, judiciaires, le deuxième. Informer les paysans de leurs droits est un combat énorme dans un pays où les antivaleurs, l'impunité, les injustices se sont enracinées. Former à des pratiques agricoles durables, à éviter la déforestation, les pesticides, informer sur les enjeux internationaux de production, commercialisation et transformation des produits agricoles nous incombent aussi pour que la population puisse participer au développement endogène du pays.*

### Attac CADTM Maroc

Omar Aziki, membre du secrétariat national d'Attac CADTM Maroc

*L'association a fêté ses 20 ans en 2020. En 2006, elle a adhéré au réseau CADTM et son nom deviendra Attac CADTM Maroc. Elle est organiquement liée aux luttes sociales au Maroc et a contribué à développer des outils d'éducation populaire contre la domination du capital et des alternatives pour une justice sociale et environnementale.*



*Ses principales revendications sont l'abolition des dettes illégitimes, publiques et privées, la suspension des accords dits «de libre-échange», la justice climatique, la souveraineté alimentaire au Maroc comme alternative au modèle productiviste et agro-exportateur, l'engagement féministe, le respect des droits et accords relatifs à l'immigration et à l'asile, la lutte contre le despotisme et pour la souveraineté populaire.*

*Attac CADTM Maroc a toujours été harcelée, et le ministère de l'Intérieur refuse de lui renouveler son statut légal. Plusieurs de ses militants ont été emprisonnés dont plus récemment Omar Radi incarcéré depuis le 29 juillet 2020 en attente de son procès. Elle continue néanmoins sa lutte. Le bilan de ses 20 ans devrait inspirer les jeunes générations qui s'engagent dans les résistances pour un autre Maroc de justice sociale et environnementale, de dignité et de liberté.*

### APASH Congo Brazzaville

Rock Nianga, membre d'APASH

*L'Association Pour une Alternative au Service de l'Humanité naît en 2004, la dénomination Attac Congo étant déjà prise par une association sans activité mais déclarée. Petit groupe Attac-CADTM qui agit essentiellement dans la capitale vu le coût et la complexité des déplacements (avion, bateau, routes défoncées et rares) dans ce pays de forêts et de zones inondées de 4 millions d'habitants. Elle diffuse des dépliants dans les bus, lors de conférences ou d'actions collectives, etc. et intervient dans les médias. Des dépliants – visibles sur le site du CADTM – sur la dette, les services publics, le réchauffement climatique, l'hypocrisie de l'OMC, les dangers des importations, des sachets plastiques, mais aussi sur T. Sankara, P. Lumumba ou Cuba sont créés... Des journalistes militants leur permettent de participer régulièrement à des émissions télévisées (qui restent payantes) pour alerter les autorités.*

*L'association n'organise plus de formations, faute de local, mais s'attache à faire connaître les vices du néocolonialisme et faire découvrir aux Congolais, pour les inspirer, les résistants oubliés de l'Histoire tués par les colons puis par les prédateurs néo-libéraux pour avoir tenté de créer de vraies indépendances (Niobé, Lumumba, Ngouabi, Sankara, etc.).*

### Propos recueillis par Isabelle Marcos Likouka, Espace enjeux et mobilisations internationales

*N'oublions pas que d'autres Attac (Attac Bénin, Attac Burkina...) et d'autres organisations (ADDEA Sénégal avec Serigne Sarr, le Forum pour un autre Mali d'Aminata Traoré...) collaborent avec le groupe Afrique d'Attac France, notamment par la publication d'articles sur le blog dédié : [blogs.attac.org/groupe-afrique/](https://blogs.attac.org/groupe-afrique/)*

*Des alliances entre des comités locaux d'Attac en France et des groupes Attac d'Afrique, ainsi que le soutien d'adhérent-es, pourraient permettre à la créativité de ces militant-es africains, bridée par les craintes politiques liées à leur isolement et par les contraintes financières liées à leur précarité, de s'exprimer. Pour tout contact avec ces groupes, écrire à [fr\\_cc\\_gtafrique@list.attac.org](mailto:fr_cc_gtafrique@list.attac.org).*

## L'Afrique dans la tourmente climatique

Un rapport inter-organisationnel<sup>1</sup> consacré exclusivement aux évolutions actuelles et futures du climat en Afrique a été rédigé en 2019. Un communiqué, du 26 octobre 2020 de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en fait état et résume ainsi la situation : «*L'augmentation des températures et l'élévation du niveau de la mer, la modification du régime des précipitations et la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes menacent la santé et la sécurité humaines, la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et le développement socio-économique du continent. (...) Le changement climatique a un impact croissant sur le continent africain. Il frappe plus durement les plus vulnérables et accroît l'insécurité alimentaire, les déplacements de population et les pressions exercées sur les ressources en eau. (...) La pandémie de COVID-19 a aggravé le bilan humain et économique.*»

L'année 2020 a continué à confirmer ces constats. Malgré l'image répandue, l'Afrique n'est pas qu'un désert ; on constate, certes, une diminution des précipitations en Afrique du nord et en Afrique australe, mais on note une augmentation des pluies au Sahel (en 2020 de gros dégâts ont eu lieu durant la saison des pluies : inondations en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Niger...) ainsi que des catastrophes du fait d'inondations dans les mégapoles africaines.

Ce rapport montre très clairement que les impacts des dérèglements climatiques sur le continent africain sont plutôt plus importants qu'ailleurs alors qu'il en est le moins responsable (4 % des émissions mondiales) !

Au delà de l'impact sur le climat, des activités humaines sur le continent africain<sup>2</sup> – qui s'avèrent souvent le fait des multinationales – portent gravement atteinte à l'environnement et aux droits des populations locales : accaparement des terres pour l'agro-industrie, extraction de minerais, qui conduisent à des déforestations massives (sans commune mesure avec les pratiques de brûlis ou l'utilisation du bois combustible dénoncées par des Occidentaux...) et à des pollutions des sols et sous-sols. S'ajoute également l'absence de réglementation environnementale pour les entreprises polluantes.

Nos combats contre les dégâts des multinationales (voir le cas emblématique de Total en Ouganda), nos changements de mode de vie, et notre soutien aux luttes locales sont essentiels pour agir en faveur de l'écologie en Afrique.

### Marie Paule Murail

<sup>1</sup> Voir le rapport de l'OMM «État du climat en Afrique 2019», disponible sur le site de l'organisation : [wmo.int](https://www.wmo.int)

<sup>2</sup> Voir le chapitre 2 de l'ouvrage *Résistances africaines à la domination néocoloniale*, coordonné par Martine Boudet. Editions du Croquant, mars 2021

## Accords de partenariat ou accords d'exploitation économique ?

Les Accords de partenariat économique (APE) discutés entre l'Union européenne (UE) et les différentes régions d'Afrique ne sont manifestement pas dans l'intérêt des populations locales. Ndongo Samba Sylla écrit dans l'ouvrage précité, *Résistances africaines à la domination néocoloniale* : « Les APE n'ont clairement pas vocation à susciter le développement des pays africains. Il s'agit plutôt, pour les grandes firmes multinationales, de contrôler des sources d'approvisionnement en matières premières bon marché, de trouver des débouchés pour leurs productions et de réaliser des taux de profit importants. »

Ces accords sont dénoncés sur le continent africain. Au Sénégal, Guy Marius Sagna qui coordonne la coalition nationale « Non Aux APE » déclarait en 2017 (interview publiée sur [bilaterals.org](http://bilaterals.org)) : « En Afrique de l'Ouest, l'objectif de l'UE est de faire entrer 70% de ses marchandises sans payer de droits de douane, ce qui fera perdre des recettes douanières aux pays africains de l'Ouest. Le Sénégal, par exemple, perdra 75 milliards de francs CFA par an, puis 240 milliards à partir de la vingtième année. Ces pertes feront baisser les budgets en matière d'éducation, de santé ou de sécurité. » Mise à part l'Afrique australe où l'APE a débuté en octobre 2016, dans la plupart des régions, il y a eu des résistances d'un ou plusieurs États pour ratifier l'accord. En réalité, on a ainsi assisté à la signature d'accords bilatéraux intérimaires, validés par les pays non PMA (pays moins avancés), sous la menace de la Commission européenne en 2016. En échange, les exportations vers l'UE des pays non PMA ont continué à bénéficier d'un traitement préférentiel.

Le 21 mars 2018 à Kigali, l'Union africaine a créé la ZLECAf (Zone de libre-échange africaine), plus grande zone mondiale de libre-échange : « L'UE a fortement soutenu le processus de création de la ZLECAf et s'est engagée à augmenter fortement son soutien financier pour sa mise en œuvre. Mais cet accord est absurde et même criminel car l'un de ses premiers objectifs est de réduire de 90 % les droits de douane entre les 55 États d'Afrique en 10 ans, ce qui profitera beaucoup aux multinationales de l'UE déjà bien implantées en Afrique, et la forte réduction de ces droits entraînera inévitablement une baisse de leurs recettes douanières plus forte encore que celle programmée par les APE, et réduira aussi les droits sur les importations venant du reste du monde... »<sup>1</sup>

D'autre part, en Afrique du Nord, l'UE lance en 1995 le partenariat EuroMed, aussi dit « processus de Barcelone ». Ces accords bilatéraux régionaux permettent ainsi à l'UE une plus grande flexibilité par rapport à des négociations multilatérales. Sont concernés dix voisins du sud de la Méditerranée : Algérie, Palestine, Égypte, Israël,

Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie<sup>2</sup>. Dans les années 2000, cette politique évolue vers la Politique européenne de voisinage (PEV). Dans ce cadre, la Tunisie adopte en 2006 le Plan d'action voisinage UE-Tunisie, et le Maroc en juillet 2005. Lucile Daumas et Omar Aziki du CADTM Maroc, écrivaient en 2018 : « Il faut souligner que ces politiques néocoloniales développées par l'Union européenne dans le cadre de la Politique européenne de voisinage (PEV) ne sont pas uniquement des programmes de libre-échange commerciaux, ils englobent aussi les questions politiques et sécuritaires, les privatisations et délocalisations, la pénétration du secteur des services, la libre circulation des capitaux, les droits de propriété intellectuelle. » Dans les années 2010, les Accords de libre-échange complets et approfondis (ALECA) sont présentés comme une nouvelle génération d'accords de libre-échange, spécifiques aux pays de la PEV. Ils s'adressent aux voisins du sud de la Méditerranée et à l'Est européen. Ils sont « complets » car ils englobent tous les domaines et secteurs d'activité, et « approfondis » car ils proposent le rapprochement de la législation, des normes et standards des pays concernés à ceux de l'UE. Lucile Daumas a exposé récemment les graves conséquences de cet accord pour le Maroc<sup>3</sup>.

Pour finir ce panorama, notons les accords de pêche de l'Union européenne avec les pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est : depuis 1980, l'UE a signé des accords avec 12 pays d'Afrique de l'Ouest et 5 en Afrique de l'Est. L'accord qui a été renouvelé fin 2020 avec le Sénégal a été fortement dénoncé, notamment par Greenpeace Afrique qui titrait dans un communiqué de novembre 2020 : « L'Europe veut le poisson du Sénégal, mais rejette ses migrants » !

Ces accords – quels que soient le domaine et les territoires auxquels ils s'appliquent – sont toujours à l'avantage des pays occidentaux, à leurs entreprises, tout en entravant le développement endogène des pays africains. Les jeunes africain·es n'ont alors qu'une issue : la migration vers le nord.

### Marie Paule Murail

<sup>1</sup> Propos de Jacques Berthelot dans *Résistances africaines à la domination néocoloniale*, coordonné par Martine Boudet. Editions du Croquant, mars 2021

<sup>2</sup> Voir « L'ALECA, un instrument clé dans la politique de l'UE » de Jihen Chandoul, Observatoire Tunisien de l'Economie (mai 2017)

<sup>3</sup> Voir le débat « Les accords de libre-échange, accords coloniaux contre les peuples » sur la page Facebook d'Attac Maroc (avril 2021)

### Les récents soulèvements populaires

Les récents soulèvements des peuples s'inscrivent dans la lignée de ceux de 2011. Cette colère des peuples<sup>1</sup>, qui resurgit périodiquement, a une cause principale, résumant toutes les autres : leur asservissement par l'hypercapitalisme<sup>2</sup>, soutenu par des gouvernements à son service.

Partout, des instruments de domination, légitimant cet asservissement, sont à l'œuvre. Produisant une idéologie et des injonctions, la liberté de commerce et d'industrie, avec l'un de ses corollaires, « la concurrence libre et non faussée », est érigée en institution cardinale. Cette marchandisation des activités sociales agit au détriment des besoins collectifs et du service public, affaiblissant et délégitimant l'État au service de toutes et tous.

La pandémie actuelle est révélatrice de la dangerosité et de la fragilité de ce système à bout de souffle. En réaction, se développe partout un sentiment d'exaspération, source d'un esprit d'insurrection : la peur des pouvoirs et de leur capacité de répression diminuent.

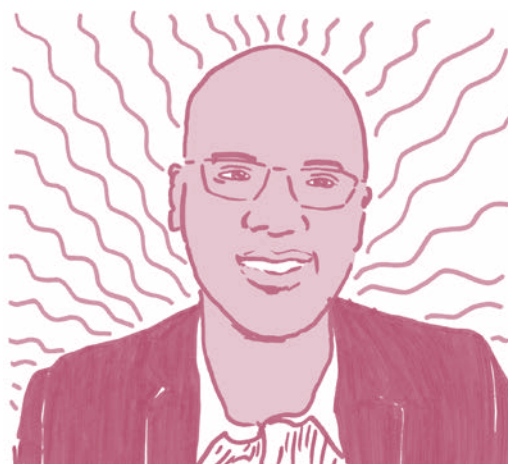
Les années 2010-2020 ouvrent une ère où des masses de citoyen·nes semblent ne plus avoir peur d'affronter les forces de répression, qu'elles se présentent comme telles pour dissoudre les manifestations ou qu'elles prétendent, au contraire, assurer une fonction de protection de la liberté de manifestation.

Le cycle selon lequel le progrès démocratique et social se limite à l'émergence d'une « société civile » qui s'accommode d'un État conservateur semble arrivé à son terme. La contestation frontale et massive ne cesse de se développer, sous des formes diverses, mais ayant pour origine des causes semblables : la longévité jugée pathologique de la classe politique au pouvoir, et particulièrement des chefs d'État ; le creusement des inégalités sociales et la pauvreté, alors que règne la corruption au sommet de l'État ; la faiblesse et l'esprit (fluctuant) de conciliation de partis d'opposition plus ou moins discrédités ; l'absence de souveraineté nationale et le refus de l'ingérence des ex-puissances coloniales, des États-Unis, de la Chine et des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale...)

#### Adda Bekkouche

<sup>1</sup> Robert Charvin et Adda Bekkouche, *La colère des peuples. La mondialisation du ras-le-bol*, Investig'Action, 2021.

<sup>2</sup> Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Editions du Seuil, 2019.



### Résistances africaines

Malgré les dégâts dus à la domination néocoloniale, les résistances s'organisent en Afrique. C'est l'objet de l'ouvrage *Résistances africaines à la domination néocoloniale*<sup>1</sup>, à l'actif d'une équipe de spécialistes et de responsables associatifs de différents pays africains et européens. Des militant·es des Attac de France et d'Afrique en font partie. Les revendications d'actualité – l'annulation des dettes illégitimes, l'abolition du franc CFA, l'arrêt des opérations militaires extérieures, des Accords de partenariat économiques (APE), la relocalisation des économies, la restitution des biens culturels spoliés... sont étayés par des panoramas internationaux. Cette publication se veut le tremplin d'un sursaut solidaire, afin de faire valoir les principes d'un alter-développement, à la fois afrocentré et à visée universelle.

L'un des auteurs, l'économiste Kako Nubukpo, a co-organisé des États généraux sur la monnaie à l'Université de Lomé (du 26 au 28 mai derniers). Ndongo Samba Sylla<sup>2</sup>, autre auteur, nous parle de l'appel à « changer de cap » annexé dans le livre.

**Ndongo Samba Sylla, vous avez été – en avril 2020 – l'un des initiateurs d'un appel à « changer de cap » aux dirigeants africains, signé par un large collectif d'intellectuel·les de différents pays d'Afrique et du monde entier. Quel était votre objectif principal ?**

Amy Niang, Lionel Zevounou et moi avons initié cette lettre ouverte<sup>3</sup> pour rappeler les dirigeants africains à leurs responsabilités, leur enjoindre de gérer la pandémie en évitant le mimétisme (les confinements brutaux appliqués au Nord sont contre productifs dans les pays africains dominés par le secteur informel) et de saisir cette crise, comme une opportunité de changement de paradigme. Notre lettre ouverte a eu beaucoup de succès sur le continent et au-delà.

**Cette mobilisation simultanée de nombreuses personnalités a permis la création en ce mois d'avril 2021 du Collectif pour le Renouveau Africain (CORA). Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?**

L'enthousiasme suscité par notre lettre ouverte nous a poussés à rassembler la plupart des signataires et élargir ce groupe de départ pour former un collectif d'intellectuel·les africains, le concept d'« intellectuel » étant entendu dans un sens large et non-élitiste (non-universitaire). De là est né le Collectif pour le Renouveau Africain (CORA), une plateforme qui se donne pour but de valoriser les productions africaines et de porter une voix africaine collective sur les questions et enjeux qui interpellent le continent et le monde. Le lancement de CORA a eu lieu en ligne du 12 au 17 avril derniers. Les vidéos sont à retrouver sur le site [corafrika.org](http://corafrika.org).

**Fin 2019, Emmanuel Macron et Alassane Ouattara ont annoncé la fin du franc CFA. Une loi récente adoptée par le Parlement a approuvé l'accord de coopération entre la France et les États membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Pensez-vous que l'on assiste réellement à la fin de la monnaie coloniale ?**

Non, pas du tout. La « réforme » Macron-Ouattara concerne juste l'UMOA, à l'exclusion de leurs homologues d'Afrique centrale. C'est une manière de débarasser le système CFA de ses aspects les plus embarrassants : le nom CFA qui rappelle ses origines coloniales – franc des colonies françaises d'Afrique, la présence française dans les instances de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest et de la Banque des États d'Afrique centrale, l'obligation pour ces dernières de déposer au moins 50 % de leurs réserves de change auprès du Trésor français. Mais elle maintient l'essentiel de ses piliers : la parité fixe avec l'euro, la liberté de transferts des capitaux et revenus ainsi que la prétendue garantie de convertibilité du Trésor français. Cette « réforme » a eu aussi comme objectif de saboter le projet d'intégration monétaire des quinze pays de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), laquelle inclut les huit pays de l'UMOA. La CEDEAO (ECOWAS en anglais) avait retenu le nom « ECO » (diminutif d'ECOWAS) pour son projet de monnaie unique régionale. Macron et Ouattara ont volé ce nom en toute impunité, conscients de la confusion que cela allait créer dans un contexte où l'émission des billets de banque et pièces « ECO » n'est même pas encore à l'ordre du jour.

**Martine Boudet**

Propos recueillis par **Marie Paule Murail**

1 *Résistances africaines à la domination néocoloniale*, coordonné par Martine Boudet. Editions du Croquant, mars 2021. Auteur-es : Jacques Berthelot, Saïd Bouamama, Martine Boudet (coordination), Thierry Brugvin, Esmathe Gandhi, Claude Layalle, Gus Massiah, Marie-Paule Murail, Kako Nubukpo, Ndongo Samba Sylla, Aminata Traoré.

2 L'économiste Ndongo Samba Sylla est chargé de programmes et de recherche au bureau Afrique de l'Ouest de la fondation Rosa Luxemburg. Il a co-écrit avec Fanny Pigeaud *L'arme invisible de la Françafrique, une histoire du franc CFA* paru chez La Découverte, en septembre 2018.

3 L'appel « Aux dirigeants du continent africain: face au Covid-19, il est temps d'agir ! » a été publié sur le blog des Invités de Mediapart.

## Pour aller plus loin

**La colère des peuples.**

**La mondialisation du ras-le-bol**

Robert Charvin & Adda Bekkouche,  
Ed. Investig'Action, 2021

**Vous avez dit libre-échange? L'Accord de « Partenariat » économique Union européenne - Afrique de l'Ouest**

Jacques Berthelot, Ed. L'Harmattan,  
2018

**L'Urgence africaine -**

**Changeons le modèle de croissance**

Kako Nubukpo, Ed. Odile Jacob, 2020.

**L'Afrique au secours de l'Occident**

Anne-Cécile Robert, Ed. de l'Atelier,  
2021

**Le capitalisme c'est la guerre**

Nils Andersson, Ed. Terrasses, 2021

**Le piège africain de Macron :**

**Du continent à l'Hexagone**

Antoine Glaser & Pascal Airault,  
Ed. Fayard, 2021

**Sommet des Banques de**

**Développement : mais quel**

**développement et le développement**

**de qui ?**

Note d'Attac France, novembre 2020

<https://france.attac.org/7675>

**Solidarité avec les peuples d'Afrique,**

**pour la souveraineté des pays du Sud !**

Communiqué d'Attac France, avril 2021

<https://france.attac.org/7928>

**Le véritable New Deal avec l'Afrique**

**c'est d'en finir avec son pillage**

**et le néocolonialisme !**

Note du CADTM, mai 2021

<https://cadtm.org>

**La doctrine Macron en Afrique :**

**une bombe à retardement budgétaire**

Article de Daniela Gabor & Ndongo

Samba Sylla sur le site de la revue

*Le Grand Continent*

<https://legrandcontinent.eu/>

**Keka Wongan, notre cacao made in**

**Ebolowa-Cameroun**

Documentaire de Julie Lizambard,

2019, 45 mn

secrétariat de rédaction  
Eric Le Gall, Franck Mithieux

coordination de ce dossier  
Adda Bekkouche,  
Jacques Berthelot,  
Martine Boudet,  
Isabelle Marcos Likouka,  
Marie-Paule Murail

maquette  
Stéphane Dupont  
& Maxime Barbier  
portrait dessiné  
Charlotte Planche  
impression  
sur papier recyclé  
Stipa Montreuil